



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
Cité administrative
34 avenue du Maréchal Maunoury
41000 Blois

Blois, le 16/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

KNDS Ammo France (ex Nexter Munitions)

BP13
Route de Villeneuve
18570 La Chapelle-Saint-Ursin

Références : VAT20250142 et 2025 / 322
Code AIOT : 0010001773

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2025 dans l'établissement KNDS Ammo France (ex Nexter Munitions) implanté Lieu dit Michenon 41300 La Ferté-Imbault. L'inspection a été annoncée le 06/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KNDS Ammo France (ex Nexter Munitions)
- Lieu dit Michenon 41300 La Ferté-Imbault
- Code AIOT : 0010001773
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement KNDS Ammo France de La Ferté-Imbault est un établissement de stockage de produits pyrotechniques à usage militaire.

L'établissement est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des seuils pour la rubrique ICPE n°4220-1.

L'activité sur le site est réglementée par l'arrêté préfectoral du 19 juin 2008.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx
- Plans d'urgence
- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 02/04/2025, article R.515-100	Sans objet
2	Réalisation d'exercice POI	Code de l'environnement du 02/04/2025, article R.515-100	Sans objet
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet
7	SGS : Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – point 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/04/2025, article R.515-100
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : [...] Ce plan est établi avant la mise en service. Il est [...] mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. [...]
Constats :

La dernière mise à jour du POI date du 20/12/2023 (version C - approuvé le 05/06/2024) ; elle intègre notamment l'évolution réglementaire suite à l'accident de Lubrizol de 2019.
La prescription réglementaire relative à la mise à jour du POI à des intervalles n'excédant pas 3 ans est respectée.

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/04/2025, article R.515-100

Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires

Prescription contrôlée :

[...] Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an [...].

Constats :

Le dernier exercice POI a eu lieu le 27/11/2024.

La prescription réglementaire relative au test du POI à des intervalles n'excédant pas un an est respectée.

L'exercice POI du 27/11/2024 a été réalisé avec l'intervention du SDIS. Concernant le prochain exercice POI qui aura lieu en 2025, l'exploitant n'a pas prévu d'associer le SDIS.

Ce point est conforme à la prescription définie au dernier alinéa de l'article 7.8.3 de l'AP du 19/06/2008 qui stipule que « Des exercices réguliers sont réalisés en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le P.O.I.. Ces exercices doivent avoir lieu au moins une fois tous les trois ans (tous les deux ans sans les pompiers), et après chaque changement important des installations ou de l'organisation. L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions, lui est adressé. »

L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection le compte-rendu de l'exercice POI du 27/11/2024. L'exploitant a donc présenté le compte-rendu lors de la présente visite d'inspection et l'a transmis à l'inspection par courriel.

Conformément à la prescription définie au dernier alinéa de l'article 7.8.3 de l'AP du 19/06/2008, l'inspection rappelle que les comptes-rendus d'exercices POI doivent être transmis à l'inspection des installations classées.

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; <p>[...]</p> <p>Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI en vigueur, daté du 20/12/2023 (version C - approuvée le 05/06/2024), traite au paragraphe 3.4 (page 19) des premiers prélèvements environnementaux dans l'air pendant la phase d'urgence. Il renvoie à l'instruction "protocole Post-Lubrizol" KAF-PR-12-05-IN11_FR datée du 3 juin 2024 qui définit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les situations qui nécessitent de faire des prélèvements « air » et les cas où ces prélèvements sont réalisables ; - les substances à rechercher ; - la localisation des prélèvements « air » quand ceux-ci sont réalisables ; - le matériel à utiliser pour réaliser les prélèvements « air ». <p>L'instruction précitée définit le protocole « Post-Lubrizol » pour la gestion de l'impact environnemental sur le site de La Ferté-Imbault : il a pour objet de compléter les procédures en cas de situation d'urgence, notamment le POI, pour gérer les éventuelles conséquences différées sur la santé humaine et l'environnement.</p> <p>La page 22 (annexe 1) de l'instruction présente la liste des substances à analyser dans l'air, pouvant être émises en quantité significative lors d'un incendie sur un bâtiment du site : CO, SO₂, NO₂, HCl, HF, COV (BTEX et Naphtalène), Formaldéhyde.</p> <p>Le choix des substances est détaillé en annexe 4 de cette instruction; il est issu d'une analyse de la quantité et composition des émissions susceptibles de se former lors d'un incendie ou explosion d'un bâtiment du site.</p> <p><u>Conclusion</u> : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan

<p>d'opération interne précise : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p> <p>Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'instruction KAF-PR-12-05-IN11_FR du 3 juin 2024 relative au protocole « Post-Lubrizol » présente notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les méthodes de prélèvements dans l'air (détecteur 4 gaz, sac Tedlar, échantillonnage passif sur des supports Radiello) ainsi que les protocoles de mesure. - les plans de localisation des points de prélèvements dans l'air, selon la vitesse du vent, la direction privilégiée du vent et la présence ou non de pluies fortes. <p>L'instruction conclut au paragraphe 2.3 en page 12 que les prélèvements environnementaux d'air ne seront pas réalisés en phase d'urgence sur le site de La Ferté-Imbault. Les justifications de l'exploitant sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - concernant les scénarios d'accidents pyrotechniques (=accidents majeurs), les effets de surpression et de projection n'occasionnent pas des fumées de combustion, ce qui exclut la nécessité de réaliser des premiers prélèvements pour ces types d'accident. De plus, au vu de la cinétique très rapide d'une détonation (quelques microsecondes), il n'est pas réalisable d'effectuer des mesures d'air pour ces scénarios. - concernant les scénarios d'accidents non pyrotechniques, ils concernent des installations inertes de faible superficie (<100m²) qui, en cas de prise en feu, ne peuvent pas engendrer une durée de combustion et un panache de fumées suffisamment importants pour avoir le temps de mettre en place des mesures d'air. L'exploitant estime notamment qu'il faut compter au minimum 1 heure entre le déclenchement de l'alerte et la mise en place des moyens de prélèvements d'air. <p>Il est cependant à noter que l'exploitant a souscrit un contrat avec la société BURGEAP pour la réalisation des prélèvements lors de la phase post-accidentelle. Le contrat prévoit une intervention du prestataire sur site sous 3 à 5 jours après la réception de l'alerte.</p> <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme précisé au point de contrôle précédent, l'instruction conclut que les prélèvements environnementaux d'air ne seront pas réalisés en phase d'urgence sur le site de La Ferté-Imbault. De ce fait, le POI et l'instruction "Post-Lubrizol" ne précisent pas les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre les équipements de prélèvements et à analyser les prélèvements, pour ce qui concerne la phase d'urgence.</p> <p><u>Conclusion</u> : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'étude des dangers du site en vigueur date du 28/01/2016 (version F). Elle a fait l'objet d'un réexamen quinquennal dans la notice datée du 04/05/2022, qui n'était pas soumise à l'obligation</p>

de mentionner la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie avant le 1er janvier 2023.

En effet, l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, modifié par l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020, précise à l'annexe III : « *En particulier, postérieurement au 1er janvier 2023, l'étude de dangers ou sa mise à jour mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants, bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité, y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.* »

Il est donc à noter que le prochain réexamen quinquennal de l'étude des dangers (à réaliser au plus tard le 10 mai 2027) devra mentionner la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie.

L'exploitant a transmis au préfet et à l'inspection des installations classées la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie lors de la transmission, par courrier du 21 juin 2024, du POI daté du 20/12/2023 (version C - approuvé le 05/06/2024) et de l'instruction "Protocole Post-Lubrizon" du 03/06/2024. La liste des produits de décomposition ainsi que les justifications à l'élaboration de cette liste se trouvent en annexe 4 de l'instruction.

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : SGS : Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – point 2

Thème(s) : Risques accidentels, Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs

Prescription contrôlée :

Des procédures sont mises en œuvre pour permettre une identification systématique des risques d'accident majeur susceptibles de se produire en toute configuration d'exploitation des installations.

Ces procédures doivent permettre d'apprécier les possibilités d'occurrence et d'évaluer la gravité des accidents identifiés.

Constats :

Le Système de Gestion de la Sécurité (SGS) en vigueur, daté du 16 août 2023, précise que l'étude des dangers (établie conformément à la circulaire du 10 mai 2010) permet d'identifier les potentiels de danger, leur localisation sur le site, les scénarios associés et d'évaluer leur probabilité et leur gravité. De cette évaluation découle la liste des scénarios d'accidents majeurs pouvant survenir sur le site ainsi que les Mesures de Maîtrise des Risques associées.

L'étude de dangers est réexaminée tous les cinq ans afin de statuer sur la nécessité d'une mise à jour.

Sans attendre le réexamen quinquennal, les risques d'accidents majeurs sont identifiés en continu de la manière explicitée en paragraphe 4 "Conception et gestion des modifications".

L'étude des dangers en vigueur de l'établissement date du 28/01/2016 et a fait l'objet d'un réexamen quinquennal dans la notice datée du 04/05/2022. Le courrier préfectoral du 13/09/2022 a pris acte que le prochain réexamen de l'étude de dangers devait être effectué au plus tard le 10 mai 2027.

Le paragraphe 4 du SGS définit les règles à respecter pour la conception et gestion des modifications sur le site, selon 3 cas :

- 1) installations nouvelles, modification des installations existantes, vision court terme
- 2) installations nouvelles, vision à moyen et long terme
- 3) nouveaux procédés, modification de procédés

Le SGS prévoit que le service Prévention des Risques est informé de tous les projets cités ci-avant. Pour ces 3 types de projets, la procédure définit comment le service Prévention des Risques évalue l'impact sur le classement ICPE, les conclusions de l'étude des dangers, les démarches réglementaires à suivre...

L'exploitant a également présenté une instruction relative à la « Gestion des modifications des installations et des procédés » (GM-MO-12-04-IN01 C, 02/01/2017), qui définit plus précisément la marche à suivre lors de la création, de la modification d'installations et de procédés.

L'inspection a fait les constats suivants :

- l'instruction mentionne l'établissement de La Chapelle St Ursin, mais pas le site de La Ferté Imbault. L'exploitant précise que l'instruction s'applique en réalité aux 2 sites, et qu'il prévoit une instruction unique commune pour les 3 sites de La Chapelle Saint Ursin, La Ferté Imbault et Bourges.
- l'instruction précise les différents cas de modifications, et définit ce qu'est une modification substantielle en se référant à l'article R.512-33 du code de l'environnement. Il est à noter que cet article est abrogé depuis 2017, et il doit désormais être fait référence à l'article R.181-46.
- elle définit dans quels cas l'inspection des installations classées et le Préfet doivent être informés, et dans quels cas l'étude de dangers doit être mise à jour.

Conclusion : Pas d'écart constaté. Toutefois, l'inspection émet les 2 remarques suivantes :

- 1) l'instruction relative à la « Gestion des modifications des installations et des procédés » (GM-MO-12-04-IN01 C, 02/01/2017) mentionne l'établissement de La Chapelle St Ursin, mais pas le site de La Ferté Imbault.
- 2) l'article R.512-33 du code de l'environnement étant abrogé, la référence dans l'instruction relative à la gestion des modifications mérite d'être actualisée en tenant compte de l'article R.181-46 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite